

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle des Besoins

Ituri_Djugu_Bahema Nord, Badjere, Walendu Pitsi & Djatsi

Groupements : Dz'na – Ngle - Buku

Localités Rhoo-Bule-Loda

Zone de Santé de Fataki & Drodro

Date de l'évaluation : 03 au 09/07/2019

Date du rapport : 22/07/2019

Pour plus d'information, contactez : Thomas Le Landais, Directeur Consortium RRMP
GNK / Ituri est.rrmp.coo@solidarites-rdc.org, +243 970 021 121 / +243 817 374 259

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise :

Nature de la crise :	<input checked="" type="checkbox"/> Conflit <input checked="" type="checkbox"/> Mouvements de population <input type="checkbox"/> Epidémie <input type="checkbox"/> Crise nutritionnelle	<input type="checkbox"/> Catastrophe naturelle <input type="checkbox"/> Crises électorales <input type="checkbox"/> Autre
Date du début de la crise :	Mai et juin 2019	Date de confirmation de l'alerte : 26/06/2019
Code EH-tools		
Si conflit :		
Description du conflit	<p>En mai et juin dernier, plusieurs villages du territoire de Djugu ont été la cible d'attaques perpétrées par des personnes armées opérants dans la région depuis l'année 2018. C'est dans ce cadre que les localités de Rhoo en collectivité des Bahema nord, Bulé de la collectivité des Bahema Badjere et Loda de la collectivité des Walendu Djatsi ont accueilli des personnes déplacées venues de plusieurs villages des groupements Dhendro, Sumbuso, Mayalibho, Dhirokpa, Dedja, Lona, Buku, Utcha, Beliba, Saliboko, Dz'na Pimbo, Kpatchu et Lossandrema en territoire de Djugu.</p> <p>Les données fournies par les communautés des 3 zones d'accueils indiquent un effectif total d'environ 14557 ménages déplacés récents. Ces derniers sont pour la plupart installés dans des sites spontanés et des lieux publics.</p> <p>Lors des attaques, plusieurs habitations et infrastructures publiques ont été incendiées, des personnes tuées, des biens ménagers et maisons de commerces pillés, des produits d'élevage décimés et des champs détruits.</p> <p>Les observations faites et les échanges réalisées en focus groups avec les</p>	

	différentes couches de la population indiquent d'importantes vulnérabilités au sein des ménages déplacés dans pratiquement tous les secteurs vitaux à savoir : la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, l'abris et AME, la santé et nutrition, l'eau-hygiène et assainissement ainsi qu'en éducation et protection. A la date de la présente évaluation, aucun mouvement de retour durable n'a été observé dans la zone suite à la persistance du conflit dans la région.
--	--

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Localités	Ménages déplacés à cause de cette crise	Autochtones avant la crise	Réfugiés / rapatriés	%
Latitude N 01°44'35" Longitude E 030°36'23"	Rhoo	3112	nd	0	-
	Bulé	10145	3173	0	320%
	Loda	1300	2537	0	51%
		14557	5710	0	-

NB :

Les PDI de Rhoo sont principalement constitués des habitants de l'aire de santé de Blukwa – Etat. L'effectif de ce village avant la crise n'était pas disponible pendant l'évaluation.

Le nombre de déplacés repris dans le tableau en haut reste à actualiser et/ou contrevenir régulièrement vu les quelques mouvements pendulaires et de retours timide observés sur certains sites suite à leurs proximités avec les villages de provenance des PDI (cas de Rhoo).

A Bule, certaines sources indiquent la présence d'environ 6645 ménages déplacés en familles d'accueil et environ 3500 ménages déplacés dans les sites.

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Mai et juin 2019	14557	Dhendro, Sombuso, Mayalibo, Dhirokpa, Dedja, Lona, Buku, Utcha, Beliba, Saliboko, Dz'na Pimbo, Kpatchu, Losandrema respectivement des chefferies de Bahema Nord et Bahema Badjere	Conflit dans les villages d'origine

Sources : Secrétaire de la collectivité des Bahema nord, l'Infirmier titulaire (IT) du centre de santé (CS) ; les directeurs des écoles primaires (EP) de la zone, l'agronome et le vétérinaire, le représentant de la société civile ainsi que les ménages déplacés et autochtones.

<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Selon les échanges en focus groupes, la majorité des ménages indiquent avoir perdu leurs moyens de subsistance suite aux attaques armées. Ces allégations ont été confirmées après observation de quelques cas par l'équipe d'évaluation. Egalement des sources locales concordantes indiquent des cas de tueries de personnes, d'incendies des infrastructures publiques et de cases dans les villages touchés par le conflit.	
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	En km : 35 Km En temps parcouru (1 à 2 jours) de marche	
<i>Lieu d'hébergement</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Communautés d'accueil <input checked="" type="checkbox"/> Sites spontanés <input checked="" type="checkbox"/> Centres collectifs	<input type="checkbox"/> Camps formels <input checked="" type="checkbox"/> Autres, à préciser : Maisons cédées gratuitement
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période)</i>	Aucun mouvement important de retour de la population déplacée dans leurs villages d'origines n'a été observé. Toutefois, un petit mouvement de retour des	

<i>et conditions)</i>	déplacés dans les villages environnants les sites repris ci-hauts ont été rapportés par les membres du comité des déplacés : quelques déplacés venues de Largu, Sesei, Lera, Tchudjo se sont retirées du site de Rhoo et quelques-uns des localités Tchunga, Ndzangi et Maze ont quittés le site de Drodro.
Si épidémie : Aucune épidémie	
<i>Perspectives d'évolution de l'épidémie</i>	Des risques de développement des maladies diarrhéiques sont élevés dans tous les sites suite aux mauvaises conditions d'hygiènes et d'utilisation de l'eau de boisson.

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Oui	Multisectoriels	Blukwa-Etat, Blukwa-Mbi, Laudjo, Ladedjo, Buddu, logo-Takpa, Lidjo	Consortium GNK/Ituri (SI et SCI)	IDPs, Retournés et FA
Sources d'information		<i>Les autorités administratives locales, sanitaires et les représentants de la société civile.</i>		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Focus group, observations directes, enquêtes marchés, visites écoles et centre de santé.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	

<p>ne disposent pas d'abris d'urgence ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forte promiscuité observée dans les cabanes ainsi qu'au sein des familles d'accueil ; - Besoin d'AME : les ménages ont perdu leurs AME lors des déplacements. Plus de 80% des ménages ne disposent pas d'AME (nattes, couverture, ustensiles de cuisine etc). 	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter aux PDI une assistance en articles ménagers essentiels. 	<p>possible y associer les familles d'accueils vulnérables.</p>
<p>Besoins sécurités alimentaires & moyens de subsistance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible accès à la nourriture : en général, les ménages déplacés consomment un seul repas non consistant par jour ; - La faible disponibilité des vivres au sein des ménages déplacés et familles d'accueils ; - Le manque d'activités génératrices de revenu pour les déplacés ; - La perte des animaux d'élevage ; - Le manque des travaux journaliers 	<ul style="list-style-type: none"> - La distribution de vivres de subsistance en quantité suffisante aux ménages déplacés (3 cycles de distribution) ; - Mettre en place des activités propices à la reprise 	<p>Les ménages déplacés et Famille d'accueil</p>
<p>Besoins Eau, hygiène et assainissement</p> <p>Eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible couverture en eau potable suite au nombre élevé de population avec comme conséquences, le temps d'attente prolongé lors du puisage d'eau ; - L'existence de longues distances à parcourir entre les habitations et les points d'eau ; <p>Assainissement et hygiène :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le manque de latrines sur le site de Rhoo, le site EP 2 Bule et celui de Loda ; - L'Insuffisance de latrines au site de Drodro et d'autres sites de Bule ; - Le manque de douches et trous à ordures ainsi que de lave-mains dans tous les sites ; - La faible pratique des règles d'hygiène malgré les connaissances des règles d'hygiène par certains ménages ; 	<p>Eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance d'urgence en eau au travers de l'installation des points de chloration et/ou de la distribution des produits de purifications d'eau ; - Réhabiliter / construire les points d'eau de la zone. <p>Hygiène et Assainissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de latrines publiques d'urgences et familiales d'urgences sur les différents sites et lieux publics d'accueil des PDI ; - Dotation des sites en trous à ordures ; - Distribution des ménages en savons accompagné de sensibilisations sur les bonnes pratiques d'hygiènes ; - Installation de laves mains ; - Sensibilisation sur les pratiques d'hygiène. 	<p>Les déplacées sur sites et en familles d'accueil</p>

4 Analyse « ne pas nuire »

<p>Risque d'instrumentalisation de l'aide</p>	<p>Les risques d'instrumentalisation de l'aide restent élevés bien qu'aucun signe alarmant au niveau de la communauté évaluée n'ait été identifié à la période de l'évaluation.</p> <p>En cas d'assistance, il est important de prendre en compte les ménages déplacés de la communauté voisine (communauté Lendu).</p>
--	---

<p>Risque d'accentuation des conflits préexistants</p>	<p>Ce risque existe par rapport aux deux communautés. Une analyse préalable des risques de DNH et protection s'avère nécessaire avant la mise en place des interventions à caractères individuels. Bien que la cohabitation soit bonne entre population déplacée en famille d'accueil, population déplacée en site et communauté hôte, il existe un risque assez élevé en cas de ciblage d'une seule partie des déplacés.</p>
<p>Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services</p>	<p>Aucun risque de distorsion n'est perceptible dans la zone en cas d'assistance. Il convient toutefois de noter l'existence d'éventuels risques de distorsion dans l'offre et la demande en cas d'assistance de type foire ou cash si la situation sécuritaire continue à s'aggraver dans les périphéries de la zone évaluée et/ou sur les voies d'accès.</p>

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

<p>Type d'accès</p>	<p>L'axe routier Fataki - Rhoo en passant par Bulé et Drodro est praticable moyennant tout type d'engins roulant (moto, voiture, Jeep, camion, etc.) Ce tronçon est long d'une distance d'environ 60km. L'axe Bule - Largu a été réhabilité (2018-2019) sous financement du Fond Social de la RDC. Il est également possible d'y accéder à partir de Bunia en passant par l'axe Katoto et Largu.</p>
----------------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

<p>Sécurisation de la zone</p>	<p>La zone est sécurisée par les éléments des FARDC, de la PNC ainsi que les contingents Bengalais de la Monusco.</p>
<p>Communication téléphonique</p>	<p>Le réseau de télécommunication Vodacom couvre totalement la zone. Par ailleurs celui d'Airtel a une couverture partielle.</p>
<p>Stations de radio</p>	<p>Aucune station radio n'existe dans la zone évaluée. Toutefois, la population s'informe au travers des radios : Okapi émettant de Bunia, Tam-tam depuis la cité de Kpandroma et RTK émettant de Rethy en fréquences modulées (FM).</p>

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non A noter que la semaine du 1 ^{er} au 7 juillet 2019, des agents qui font le suivi protection (d'UNHCR et de COOPI) ont été présents dans la zone pour réaliser une évaluation.			
Incidents de protection rapportés dans la zone				
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Tueries, blessures ; Vols de bétails	Lidda, Tchungu, Seseti (labo)	Les présumés assaillants	5	Ces personnes ont été tuées alors qu'elles se rendaient dans leurs villages d'origine à la recherche de vivres.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Aucune tension intercommunautaire n'a été signalée dans la zone évaluée. Ce sont les membres d'une même communauté (Hema). Un risque de tension existe cependant en cas de ciblage précipité et hasardeux où un ciblage ne prenant en compte qu'un type de déplacés, sans une forte sensibilisation menée en parallèle. Cependant, les communautés Lendu et Hema ne se côtoient pas après la dernière crise. Les populations de ces deux communautés n'ont pas repris la fréquentation des mêmes marchés. Des peurs restent perceptibles suite à la persistance des tensions dans la zone.			
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	<input type="checkbox"/> Oui, si oui, précisez _____ <input checked="" type="checkbox"/> Non Aucune structure de gestion des incidents n'est fonctionnelle dans la zone en dehors de la société civile, les autorités locales et/ou des leaders locaux.			
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	L'insécurité a fortement affecté les services de bases dans les villages de la zone évaluée. Les services sociaux de base restent jusqu'à ces jours en souffrance en raison de l'insécurité et de l'afflux de PDI. A titre d'exemple : Le centre de santé de Blukwa Etat ne fonctionne pas la nuit ; Il en est de même des marchés qui sont bien moins fréquentés qu'avant la crise.			
Présence des engins explosifs	<input type="checkbox"/> Oui, si oui, précisez _____ <input checked="" type="checkbox"/> Non, aucune présence d'engins explosifs n'a été signalée proche des sites et villages périphériques.			
Perception des humanitaires dans la zone	Les populations déplacées et autochtones sont rassurées de la présence des acteurs humanitaires dans la zone. Leur présence entraîne un apaisement dans la zone.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
NON	NON			

Gaps et recommandations	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de structure de protection d'enfants et de référencement de cas de protection ; - Faible niveau de communication sur les cas de protection. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la présence des structures de protection et de référencement dans la zone ; - Mettre en place les Réseaux de Communication de Protection d'enfance (RECOPE).
--------------------------------	---

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui Non	
Classification de la zone selon le IPC	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3	<input type="checkbox"/> X4 <input type="checkbox"/> 5
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	<p>La situation de la sécurité alimentaire est très précaire dans les sites évalués. La principale source de nourritures des ménages déplacés reste les vivres distribués par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) à travers son partenaire Caritas. Quelques déplacés bénéficient également des dons offerts par leurs familles hôtes.</p> <p>Selon les PDI, la quantité des vivres distribuée par le PAM paraît insuffisante pour couvrir les besoins de tous les membres des ménages.</p> <p>Certains déplacés font des mouvements pendulaires vers leurs villages à la recherche des vivres malgré les risques sécuritaires qu'ils encourent sur les trajets et dans les champs. Suite à ces mouvements, environs 16 personnes ont été tuées par des assaillants armés.</p> <p>Les ménages d'accueil et déplacés organisent difficilement un seul repas par jour. Ce repas est généralement constitué de pattes, de farines des maïs ou manioc accompagnées de légumes (feuilles des maniocs ou autres légumes sauvages), préparé sans huile.</p> <p>Les petits poids et l'huile végétal reçus lors du PAM sont mis en vente pour couvrir d'autres besoins des ménages.</p>	
Production agricole, élevage et pêche	<p>La dernière crise est survenue pendant la période des récoltes. La quasi-totalité des agriculteurs ont abandonné leurs cultures dans les champs. Cette situation entraîne la rareté des denrées alimentaires dans les milieux d'accueil et la hausse des prix sur les marchés locaux. Suite à cette crise, le prix de certaines denrées alimentaires a été revu à la hausse à l'instar du haricot dont le prix a augmenté d'environ 40% sur les marchés locaux.</p> <p>La fuite étant soudaine, les animaux d'élevage ont été abandonnés dans la zone de provenance et pillés par les belligérants.</p>	
Situation des vivres dans les marchés	<p>Trois grands marchés de la zone ont timidement repris leur fonctionnement. Il s'agit des marchés de Fataki, Bule et celui de Largu. La rareté des produits vivriers (haricots, maïs, les oignons pomme de terre, etc) a été fortement observée sur ces marchés. Cette situation est liée à l'abandon des cultures dans les champs pendant la fuite. A cela s'ajoute le pillage des stocks de vivres dans les villages de provenance.</p>	

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	<p>Plusieurs stratégies ont été développées par les déplacés pour faire face à la crise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La consommation des aliments à moindre valeur nutritive ; - La diminution de la quantité et du nombre de repas par jour ; - La consommation de plus en plus des aliments moins préférés et moins coûteux ; - L'affectation du maximum des capacités financières des ménages pour les besoins alimentaires au détriment des autres besoins du quotidien.
---	--

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Oui	PAM/Caritas	Loda, Bule, Drodro et Rhoo	Déplacés	Selon les déplacés, la quantité distribuée paraît insuffisante mais ils comprennent les contraintes humanitaires notamment celles liées à la sécurité et à l'ampleur de la crise.

Gaps et recommandations	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des vivres chez les ménages déplacés ; - Pas d'accès aux protéines animales. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les ménages déplacés en vivres de subsistance pendant 3 cycles de distribution ; - Assister les PDI en outils aratoires afin d'encourager les retours dès rétablissement de la situation sécuritaire.
--------------------------------	---

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Impact de la crise sur l'abri	<p>Les ménages déplacés éprouvent d'énormes difficultés pour s'abriter. La majorité vit en lieux publics, dans des sites spontanés et une minorité en familles d'accueil. D'autres habitent dans des maisons cédées par les autorités locales.</p> <p>Une forte promiscuité est observée au sein des ménages d'accueil et dans les lieux publics. Cette situation est liée à l'occupation de petites cabanes par un nombre élevé de personnes.</p>	
Type de logement	<input checked="" type="checkbox"/> Site spontané <input checked="" type="checkbox"/> Centre collectif (école, église, etc.) <input type="checkbox"/> Camp formel	Maison propre <input type="checkbox"/> Maison louée <input checked="" type="checkbox"/> Maison empruntée gratuitement <input type="checkbox"/> Pas d'information Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____
Accès aux articles ménagers essentiels	Le déplacement étant soudain, les populations déplacées n'ont pas pu amener avec elles leurs articles ménagers de bases.	

	La plupart des PDI manquent d'ustensiles de cuisine, de récipients de stockage d'eau ainsi que de literie et couvertures. A noter que l'accès aux AME s'avère quasi impossible pour les PDI faute de capacités financières.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les familles d'accueil parviennent à partager une partie de leurs articles ménagers avec les déplacés. Ceux qui ne sont pas en famille d'accueil présentent une plus grande vulnérabilité en AME et se contentent de vieux AME abandonnés. Il convient cependant de rappeler que les familles d'accueil sont généralement constitués de ménages retournés qui pendant la crise de 2018 avaient pour la plupart, abandonnés leurs effets ménagers. Leur vulnérabilité reste par conséquent assez élevée.
Situation des AME dans les marchés	Les articles ménagers essentiels sont disponibles sur le marché de Largu, Bulé et Fataki. Par contre à Blukwa, il n'existe pas assez des commerçants qui vendent les AME.
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance au niveau des ménages est faisable. Aucun conflit majeur n'a été signalé au sein de la communauté. Pour la réussite de l'assistance dans la zone, il est essentiel d'impliquer les différentes couches de la communauté dans la prise de décisions et, si faisable, de cibler tant les déplacés en sites que ceux en familles d'accueil afin d'éviter de créer des conflits ou des effets pervers (création de sites spontanés non habités).

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	0	Aucune assistance en Abri ni en AME n'a été octroyée en faveur des personnes déplacées et retournées.

Gaps et recommandations	<p>Les gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le manque d'articles ménagers essentiels dans les ménages : ustensiles de la cuisine, récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et ou bassines); de literies, etc ; - Le manque d'abris adéquats face aux exigences climatiques du moment ; - Faible capacité des abris : les familles déplacées ainsi que les familles retournées dont les habitations ont été détruites éprouvent des difficultés d'accès à l'abri. La plupart des maisons d'habitation ont des dimensions réduites. <p>Les recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance en AME en faveur des déplacés et retournés de la zone au travers des distributions classiques ; - Organiser des foires aux AME en faveur des populations déplacées et retournés notamment dans les zones à faible risques de DNH, de protection et de sécurité ; - Apporter une assistance en abris d'urgence pour réduire les risques d'exposition des ménages aux intempéries et maladies diverses.
--------------------------------	--

6.4 Moyens de subsistance .

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
---	--

Moyens de subsistance	<p>Les principales sources de revenus de la population du territoire de Djugu sont l'agriculture, l'élevage de petits et gros bétails ainsi que la pêche dans le lac Albert.</p> <p>Actuellement l'insécurité est la principale cause de la perte des moyens de subsistance dans la zone. La survie de la majorité des populations déplacées dépend des assistances en vivres qu'organisent PAM et ses partenaires. L'élevage des petits bétails ne se pratique presque pas étant donné que les cheptels ont été décimés par le conflit.</p>			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	<p>Les travaux journaliers agricoles et non agricoles sont rares chez les opérateurs économiques de Laru et Bulé. Les PDI les plus vulnérables se contentent des dons offerts par leurs familles d'accueils ou par des proches.</p>			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Gaps et recommandations	<p>Gaps</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible accès aux moyens de subsistance suite à la persistance de l'insécurité dans les zones de provenances et les champs : les populations déplacées et autochtones ont perdu leurs moyens de subsistance suite à la crise armée survenue ; <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les ménages déplacés et retournés dans la mise en œuvre des activités génératrices des revenus (AGR) notamment le petit commerce, etc ; - Plaidoyer pour le renforcement de la sécurité dans les zones de provenance des PDI afin de faciliter les retours et la reprise des activités génératrices des revenus ; - Renforcer les moyens de subsistance des déplacés et autochtones vulnérables au travers de la mise en place des interventions foires ou cash/food for work ; 			

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	<p>Actuellement, une rareté des produits agricoles s'observe sur certains marchés de la zone. Toutefois, de petites quantités de haricots, de maïs, de poissons et des légumes verts restent visibles. Cette rareté des denrées est consécutive aux mauvaises récoltes et à la destruction des cultures par les belligérants.</p> <p>Les commerçants présents dans les agglomérations de la zone comme Bule, Laru et Fataki peuvent absorber de grosses demandes de fournitures en intrants ou assistance s'ils sont sollicités comme parties prenantes dans la livraison de l'aide aux personnes en besoins.</p>
Existence d'un opérateur pour les transferts	<p>Pas d'institution de Micro finance (IMF) dans la zone. Le recourt aux institutions de microfinance de Bunia (Mecreco, TMB, FBN Bank,...) est l'unique voie pour palier à l'offres en cas de besoin.</p>

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

<p>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Aucun acteur n'intervient en Eau, hygiène et assainissement (EHA) dans la zone, au moment de l'évaluation.</p>
<p>Risque épidémiologique</p>	<p>Il existe un réel risque de développement des maladies diarrhéiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les populations déplacées s'approvisionnent dans des points d'eau non potables notamment des sources non aménagées et rivières ; - Les lieux publics d'accueils des PDI manquent pour la plupart, de latrines et douches hygiéniques (écoles, Eglises et sites spontanés, etc) ; - Les quelques latrines existantes n'ont pas de dispositifs de lavage des mains ; - Des cas de défécation à l'aire libre ont été observés autour des lieux d'hébergements publics notamment les églises, écoles, les cabanes et hangars ; - Il s'observe également une absence de trous à ordures pour gérer les déchets ménagers ; - Les règles élémentaires d'hygiènes ne sont généralement pas respectées par la population.
<p>Accès à l'eau après la crise</p>	<p>La population déplacée s'approvisionne en eau dans des sources non aménagées et/ou dans celles jadis aménagées mais non protégées actuellement et qui nécessitent des réhabilitations : fuites au niveau des captages, changement de couleur de l'eau après une pluie, non entretien du lieu de puisage, stagnation des eaux dans l'aire de puisage jusqu'à 10 cm du tuyau d'alimentation...</p>

Type d'assainissement	Les latrines hygiéniques ne représentent qu'environ 10% des latrines de la zone.	Défécation à l'air libre : X Oui <input type="checkbox"/> Non La défécation à l'air libre est fortement observée autour des maisons, dans les ruelles et dans les feuillages entourant les maisons.		
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	<input type="checkbox"/> Oui X Non			
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0 % Type de produit utilisé : certains ménages utilisent du savon pour les lavages des mains avant de manger.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	-	-	Pas de réponse en eau hygiène et assainissement depuis le retour de la population dans la zone.
Gaps et recommandations	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'ouvrages d'eau aménagés sur les sites de Loda et Rhoo ; - Insuffisance de points d'eau aménagés et/ou protégés à Bule et Drodoro ; - Insuffisance et/ou inexistence de latrines dans les lieux publics et sites spontanés ; - Insuffisance des latrines et douches au niveau des centres de santé ; - Absence de trous à ordures et systèmes de stockage d'eau de pluie dans les structures publiques (école, églises et sites spontanés) ; - Pas de dispositifs de lavage des mains dans les sites publics (écoles églises) et sites spontanés ; - Faible appréhension des messages de sensibilisation : faible pratique des règles élémentaires d'hygiène au sein des ménages déplacés et de la communauté en général. Selon les observations, ces comportements sont liés à la lassitude des communautés suite à l'excès de déplacements faisant de l'hygiène une préoccupation secondaire, la priorité étant la survie via la sécurité et la nourriture. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter de l'eau d'urgence via la distribution de purifiants d'eau et/ou la mise en place de points de chloration en attendant la mise en place effective d'ouvrages d'eau durable ; - Aménager des points d'eau dans les localités en fonction du nombre de ménages accueillis ; - Construire des latrines publiques d'urgence et/ou familiales d'urgences dans les lieux publics et les localités à forte concentration de déplacés ; - Construire des latrines et douches semi durables dans les structures publiques de la zone ; - Aménager des trous à ordures dans les sites publics/spontanés et sensibiliser les ménages à la bonne gestion des déchets ; - Organiser des séances sur la promotion de l'hygiène. 			

6.7 Santé et nutrition

Ce secteur n'a pas été évalué suite à la présence des acteurs santé dans la zone (notamment MSF Suisse) pour la prise en charge des soins de santé primaires des personnes déplacées.

6.8 Education

Le secteur éducation n'a pas été évalué vu la période des vacances scolaires en cours. Il convient toutefois de noter que plusieurs écoles primaires de Bule logent les déplacés.

7 Annexes

Annexe 1 : Liste des personnes interviewées ou contactées :

Nom site	Personne Clés	N° Téléphone
Loda	Mr SAFARI MALO	0823051231
Bule	Mr de la Société Civile	0815628706
Drodro	1 ^{er} Conseiller	0824987940
Rhoo	Président du Comité	0820395277

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

Noms et post nom	Fonction et nom de l'école	contact
Pierre Paulin ANIZUGO	Agent ERM/AME (point focal)	0823853923
Virginie BENONI	Agent ERM/AME	0818538292
Ruphin KONGBO	Agent ERM/AME	0815895684
Roger AWENDO	Responsable d'activités AME	0816151923